

**Vin & Société se félicite des avancées et demande
la création d'une instance interministérielle dédiée au vin**

4 mois après la campagne de mobilisation sans précédent lancée par Vin & Société et les 500 000 acteurs de la vigne et du vin, la filière viticole dresse un premier bilan de « cequivavraimentsaoulerlesfrançais.fr ».

- Suspension de 2 mesures sur 5 : un premier pas

Le 26 septembre 2013, Vin & Société interpellait le Président de la République et le Premier Ministre pour qu'ils soutiennent la filière viticole française, 2^{ème} contributeur à la balance commerciale de notre pays devant le luxe et après l'aéronautique. La situation était préoccupante puisque 5 mesures étaient alors envisagées : interdiction de parler positivement du vin dans les médias ; radicalisation du message sanitaire ; durcissement des mentions sanitaires sur les étiquettes, **taxation du vin au nom de la santé publique ; interdiction de parler du vin sur internet.**

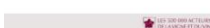
Les deux dernières mesures ont été suspendues au terme d'une vaste campagne de mobilisation ayant permis de faire entendre la position de la filière viticole avec le soutien d'une partie de l'opinion :

- « Cequivavraimentsaoulerlesfrançais.fr » : **un site internet pédagogique**, vaisseau amiral de la campagne. Plus de **300 000 visiteurs** dont 70 000 le premier jour. Le site cequivavraimentsaoulerlesfrançais.fr, véritable dispositif d'information, a été pensé pour que chacun puisse en quelques clics : soutenir la campagne, interpeller les parlementaires de sa circonscription directement en ligne et relayer la campagne sur les réseaux sociaux.



- Une **interpellation directe** parue dans Le Journal du Dimanche du 29 septembre (cf visuel ci-contre)

- Un engagement d'une partie de l'opinion : **70 000 interactions et partages de la campagne via Facebook, 3 900 tweets.**



- Plus de 250 articles de presse en France et à l'étranger.

- **Soutien de 5 organisations professionnelles** : l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (UMIH), le Syndicat National des Hôteliers Restaurateurs, Cafetiers et Traiteurs (SYNHORCAT), l'Union des Œnologues de France, le Syndicat des Cavistes Professionnels et l'Union de la Sommellerie Française

- **Le Comité Européen des Entreprises Vins (CEEV), la Confédération Européenne des Vignerons Indépendants (CEVI) et l'European Federation of Origin Wines (EFOW) viennent de rejoindre la mobilisation** de Vin & Société et appellent également à la mise en place d'un véritable dialogue.

« L'ampleur de la campagne de mobilisation, le soutien régulier et constant de nouveaux acteurs montrent s'il en était besoin, à quel point le vin est un élément essentiel de notre patrimoine vivant. Le traiter en simple boisson alcoolisée serait mépriser l'histoire et le travail des 500 000 acteurs de la vigne et du vin. La filière viticole demande la création d'une instance interministérielle dédiée pour une approche transversale, constructive et efficace de tous les enjeux. Chacun le comprend, le vin c'est de l'agriculture, de l'économie et de l'emploi non délocalisable, du tourisme, de l'éducation, de la culture et de la santé » déclare **Joël Forgeau Président de Vin & Société.**

- 2014 : vigilance et maintien de la mobilisation

Si 2 mesures sur 5 ont effectivement été suspendues en 2013, il convient de rappeler que la difficulté de parler du vin dans les médias reste un sujet préoccupant pour Vin & Société en raison de la jurisprudence récente de la Loi Evin et que le durcissement des mentions sanitaires reste toujours envisagé.

Aussi, la filière viticole sera particulièrement attentive aux débats à venir en 2014

- **Rapport de la MECSS** (Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale sur la fiscalité comportementale / Sénat / fin janvier) ;
- **Plan Cancer 2014-2018** (Présentation officielle en février) ;
- **Loi de Santé Publique** (Assemblée Nationale début mai / durcissement de la Loi Evin et mentions sanitaires)
- **PLFSS 2015** (Assemblée Nationale / Projet de Loi de financement de la sécurité sociale / octobre-novembre).

« En amont d'échéances aussi importantes, Vin & Société et les 500 000 acteurs de la vigne et du vin regrettent l'absence de consultation de la filière vin qui est une chance pour la France et demandent un véritable lieu de dialogue» **poursuit Joël Forgeau.**

cequivavraimentsaoulerlesfrancais.fr / www.vinetsociete.fr / [@vinetsociete](https://twitter.com/vinetsociete)

Paris, le 22 janvier 2014.

Contact presse Vin & Société

Valérie Fuchs – 06 62 49 64 85 – 01 43 67 94 38 – vafuchs@wanadoo.fr

Annexe : retour sur les temps forts de la campagne de mobilisation

- **Le copier-coller de la MILDT**

La campagne de mobilisation a fait émerger une information pour le moins surprenante : une erreur de « copier-coller » dans le plan gouvernemental de la MILDT (Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie) concernant la mesure 1 : Interdiction de parler du vin sur Internet.

Le 19 septembre, le Plan gouvernemental de lutte contre la drogue et les conduites addictives de la MILDT, adopté lors du Comité interministériel présidé par le Premier Ministre, est mis en ligne. Il prévoit en page 45 de « retirer de la liste des activités autorisées par disposition légale la propagande et la publicité en faveur des boissons alcoolisées sur les services de communication en ligne ». Il s'agit de retirer Internet des supports autorisés de la Loi Evin.

Le 26 septembre, en fin d'après-midi, après une première journée de mobilisation, Vin & Société a constaté que le Plan initial avait été modifié en ligne et que cette mesure avait été supprimée. La MILDT expliquant ensuite qu'il s'agissait d'une erreur de copier-coller. Si la filière viticole s'est naturellement félicitée de ce retrait, elle a également souligné l'absence de déclaration officielle de Matignon et regretté ce qu'elle a ressenti comme un manque de considération à l'égard des 500 000 acteurs de la vigne et du vin.

- **La déclaration de Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture**

Une semaine jour pour jour après le lancement de la campagne, le ministre de l'Agriculture s'est montré une première fois rassurant lors d'une déclaration à Cahors : « Je démens toute idée de taxation sur le vin pour 2014 », a-t-il déclaré aux professionnels de la filière viticole locaux, information relayée par La Dépêche¹. Puis, dans les questions au gouvernement du 1^{er} octobre, suite à une question du député socialiste de Saône-et-Loire, Thomas Thévenoud², le ministre a répondu clairement et positivement sur le sujet de la taxation mais aussi d'Internet. Enfin, Stéphane Le Foll a réaffirmé sa position le 3 octobre sur RMC dans l'émission de Jean-Jacques Bourdin : « Tant que je serai ministre de l'Agriculture il n'y aura pas de taxe sur le vin ». Les mesures 1 et 3 ont donc été indiquées comme suspendues sur le site cequivavraimentsaoulerlesfrancais.fr.

- **Les propos de Patrick Elineau, directeur de l'ANPAA**

Interviewé par la revue américaine Wine Spectator le 7 octobre dernier³, Patrick Elineau a invité les autorités françaises à interdire de parler du vin sur internet en prenant exemple sur ce qui est fait en matière de « pornographie », de « pédophilie » ou encore contre « les sites pro nazis ». Vin & Société et les 500 000 acteurs de la vigne et du vin ont condamné fermement les propos intolérables d'une association reconnue d'utilité publique et agréée d'éducation populaire financée par l'Etat, l'Assurance Maladie et les collectivités locales. Le groupe d'étude viticulture à l'Assemblée Nationale a également condamné cette déclaration.

¹ <http://www.ladepêche.fr/article/2013/09/28/1719405-taxation-vin-2014-assure-foll.html>

² <http://videos.assemblee-nationale.fr/video.4660.2eme-seance--questions-au-gouvernement--redonner-des-perspectives-a-l-economie-reelle-et-a-l-emplo-1-octobre-2013>

³ Winespectator.com, 7 octobre : <http://www.winespectator.com/webfeature/show/id/49021>